VALEURS

PAYS :France
PAGE(S) :79-83
SURFACE :343 %
PERIODICITE :Hebdomadaire

DIFFUSION :94849
JOURNALISTE :Bernard Accoyer

► 14 avril 2022 - N°4455

PHOTOS : RALF LIEBHOLD/GETTY IMAGES/ISTOCK - DANIEL PIER/NURPHOTO/AFP

Centrale nucléaire de Cruas, au bord du Rhône. La France avait su se donner les moyens de son indépendance énergétique.

Nucléaire français, histoire d'un sabordage

La France disposait d'une électricité fiable, abondante et peu chère et vingt ans d'avance dans la recherche fondamentale et appliquée. Par un incroyable mélange d'indifférence et de lâcheté et sous la pression conjointe de militants décroissants et d'affairistes avisés, notre pays se retrouve désormais exposé au risque de la pénurie, dépendant de ressources étrangères et fort mal en point pour relever le défi du futur. Un scandale d'État.

Par Bernard Accoyer*

Bernard Accoyer.

Au tournant du millénaire, la France disposait d'un système électrique envié, fournissant une électricité fiable et bon marché. Vingt ans plus tard, RTE, le gestionnaire du réseau, met en garde, pour le second hiver consécutif, sur le risque d'insuffisance de production pour répondre à la demande en cas d'anticyclone et de vague de froid. Depuis quelques mois, le prix de l'électricité, lié à celui du gaz, a explosé. Et, depuis quelques semaines, avec la guerre en Ukraine, nul ne sait à quel niveau montera ce cours du gaz, ni même si celui-ci continuera de parvenir dans les pays d'Europe qui en dépendent plus ou moins fortement (la proportion de gaz russe dans la consommation nationale de gaz est de 55 % pour l'Allemagne, 80 % pour l'Autriche, la Pologne et les pays Baltes, 17 % quand même pour la France...).

Tous droits de reproduction réservés

VALEURS

PAYS :France
PAGE(S) :79-83
SURFACE :343 %
PERIODICITE :Hebdomadaire

DIFFUSION :94849
JOURNALISTE :Bernard Accoyer

► 14 avril 2022 - N°4455

GEORGES GOBET/AFP

Lionel Jospin et sa ministre, l'écologiste Dominique Voynet, en 1997. Le grand sabordage du nucléaire pouvait commencer.

La France a déconstruit sa souveraineté électrique que lui avait apportée le plan Messmer. Ce plan, d'essence gaulliste, décidé dans les années 1970 pour faire face au premier choc pétrolier, a doté la France d'un parc de 58 réacteurs nucléaires produisant jusqu'à 75 % de notre électricité. Un record mondial. Cette électricité abordable et fiable a été longtemps un de nos (rares) avantages compétitifs. Elle a offert en outre à la France la place de leader des pays du G7 quant à ses émissions de gaz à effet de serre, ce qui n'est pas rien.

Dès lors la question qui se pose est : comment en sommes-nous arrivés là ? L'énergie étant vitale et stratégique, cette dégringolade découle de décisions, ou de non-décisions, politiques. L'accès à une énergie abondante et le nucléaire sont liés, ils s'opposent à l'idéologie de la décroissance, dont l'opposition au nucléaire est la pierre angulaire. La pression idéologique sur l'opinion, les médias, certains partis politiques en mal d'électeurs ou certains élus en mal de popularité, a ouvert la voie à la montée du relativisme. Aujourd'hui, l'opinion l'emporte sur les faits, l'idéologie l'emporte sur la science.

L'IGNORANCE, L'INDIFFÉRENCE, LE CARRIÉRISME L'ONT DISPUTÉ AU MILITANTISME DANS CE QUI POURRAIT ÊTRE CONSIDÉRÉ COMME UNE AFFAIRE D'ÉTAT.

L'infiltration de cette idéologie dans le ministère de l'Environnement est de notoriété publique, comme le sont les liens entre ses services et des associations ou ONG militantes activistes antinucléaires et décroissantes, officialisés par le versement de subventions. Cet entrisme est devenu décisif quand, en 2007, l'énergie, jusque-là sous la dépendance du ministère de l'Industrie, est passée sous celle du ministère de l'Écologie. Tout était dit. Qu'on y songe : alors qu'un militaire n'est jamais nommé ministre de la Défense afin d'éviter tout parti pris, des personnalités ouvertement antinucléaires ont été ministres dix-huit années sur vingt-cinq depuis 1997. Sans parler des militants constituant les cabinets ni des nominations dans les organismes extérieurs censés être indépendants ; l'administration a été imprégnée d'un parti pris décroissant et antinucléaire.

L'ignorance, l'indifférence, le carriérisme l'ont disputé au militantisme dans ce qui pourrait être considéré comme une affaire d'État. Rappelons que, dans d'autres affaires, avec pourtant des conséquences bien moindres en gravité que celle du devenir de la filière nucléaire, de tels agissements ont conduit des membres de gouvernement devant la Cour de justice de la République. Mais, quand il s'agit de l'énergie, aucun abus, aucune faute, aucun conflit d'intérêts patent n'a jusqu'à ce jour donné lieu à des poursuites. C'est dire l'ampleur et la profondeur de l'infiltration et de l'ignorance du sujet dans les médias et l'administration.

Tous droits de reproduction réservés

VALEURS

PAYS :France
PAGE(S) :79-83
SURFACE :343 %
PERIODICITE :Hebdomadaire

DIFFUSION :94849
JOURNALISTE :Bernard Accoyer

► 14 avril 2022 - N°4455

LUDOVIC MARIN/AFP

Nicolas Hulot avec Emmanuel Macron. Pour symbolique qu'elle fût, cette nomination envoyait un très mauvais signal à toute une filière.

Le poids de l'idéologie antinucléaire en Allemagne, lié au tragique héritage de la Shoah et à la propagande de la Stasi en Allemagne de l'Est, a poussé Gerhard Schröder, en 1998, puis Angela Merkel, en 2011, pour des raisons politiques, à abandonner le nucléaire. Dès lors, l'influence allemande, prédominante au niveau des institutions européennes, a renversé la position communautaire sur le nucléaire. Alors que le traité Euratom, encore en vigueur, encourage le développement de l'usage civil de l'atome, refuser aujourd'hui l'abandon du nucléaire dans tous les pays de l'Union est devenu une croisade incertaine, comme l'ont montré les tergiversations pour aboutir à une timide inclusion du nucléaire dans la taxonomie de la finance durable. À Bruxelles, les élus de l'écologie politique et ceux qui ont délaissé ce parti pour goûter au pouvoir aux côtés d'Emmanuel Macron sont des relais inlassables de l'antinucléarisme au mépris des intérêts nationaux — le cas de Pascal Canfin, ancien directeur général du WWF France et que l'on dit proche du président de la République, en étant l'archétype.

L'idéologie antinucléaire s'est rapidement trouvé des alliés intéressés avec les promoteurs des énergies renouvelables intermittentes (EnRI): l'éolien et le photovoltaïque. Ces machines sont pour leur totalité importées, la France ayant raté le coche industriel. Les panneaux solaires sont presque exclusivement chinois; quant aux éoliennes, l'Allemagne, le Danemark et l'Espagne en sont les premiers exportateurs européens (et, étonnamment, les plus antinucléaires). Pour développer les énergies renouvelables, l'Europe a imposé — et la France l'a imprudemment accepté — l'injection prioritaire, sur le réseau, de l'électricité produite par les EnRI, obligeant à arrêter la production nucléaire, pourtant la seule pouvant répondre à tout moment aux besoins, puisque, à la différence de l'intermittence des EnRI, elle est pilotable.

L'IDÉOLOGIE ANTINUCLÉAIRE S'EST RAPIDEMENT TROUVÉ DES ALLIÉS AVEC LES PROMOTEURS DES ÉNERGIES RENOUVELABLES.

À cette priorité, s'ajoutent des subventions publiques massives aux EnRI et un prix de rachat garanti sur des durées pouvant aller jusqu'à vingt-cinq ans. Bref, un jackpot destiné à pousser les organismes financiers et autres gestionnaires de fortune à investir et faire investir dans les EnRI... Les vendeurs de machines et leurs financiers ont été rejoints par les gaziers, puisque l'intermittence de production oblige à doublonner les EnRI avec des centrales à gaz afin de suppléer celle-ci. Face à ce rouleau compresseur national et européen, il n'y a pas, comme le martèlent pourtant leurs opposants, le moindre "lobby nucléaire" qui vaille. C'est même tout le contraire: la

Tous droits de reproduction réservés

VALEURS

PAYS :France
PAGE(S) :79-83
SURFACE :343 %
PERIODICITE :Hebdomadaire

DIFFUSION :94849
JOURNALISTE :Bernard Accoyer

► 14 avril 2022 - N°4455

France, EDF et tous nos industriels culpabilisés ont depuis longtemps le nucléaire honteux.

S'il y avait eu un lobby nucléaire, ce qui est arrivé ne serait pas arrivé. Quelques dates, pour mémoire. En 1998, la fermeture, sous l'impulsion de Dominique Voynet et Corinne Lepage, de Superphénix, le surgénérateur de Creys-Malville, réacteur de quatrième génération, utilisant comme combustible les déchets des réacteurs des générations précédentes. Cet arrêt a comblé les antinucléaires, dont Superphénix était la hantise, car il bouclait la chaîne du combustible, faisant du nucléaire une filière totalement vertueuse. La France avait vingt ans d'avance dans le domaine, où elle compte désormais vingt ans de retard. Les antinucléaires voulaient à tout prix "avoir la peau" de ce nucléaire durable. Lionel Jospin ayant cédé au chantage de l'écologie politique, ils l'ont eue.

Succédant à Dominique Voynet, Yves Cochet tout aussi antinucléaire que son prédécesseur, et de surcroît collapsologue, décide des premières mesures financières aussi coûteuses que favorables aux EnRI. Avec le transfert de l'énergie au ministère de l'Écologie, en 2007, le glissement en faveur des EnRI au détriment du nucléaire va se confirmer. Le Grenelle de l'environnement, suite donnée au pacte écologique de Nicolas Hulot, antinucléaire convaincu, rassemble autour de la table au ministère de l'Écologie toutes les ONG antinucléaires et leurs dirigeants, militants politiques aguerris.

EN 2017, EMMANUEL MACRON, MALGRÉ DES ALERTES LANCÉES PAR DES SCIENTIFIQUES, REPREND LE PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE DE FRANÇOIS HOLLANDE.

Les mesures financières pro-EnRI vont s'amplifier, tandis que la France accepte à Bruxelles le "paquet énergie-climat" imposant 20 % d'EnRI en 2020, ce qui allait à l'encontre des intérêts nationaux, sans pour autant diminuer nos émissions de CO_2, notre électricité étant déjà quasi totalement décarbonée grâce au nucléaire. C'est aussi à ce moment qu'un projet d'investissement privé dans le nucléaire a été écarté.

Nouvelle déroute en 2012 quand, à l'issue d'un accord entre le PS et Europe Écologie-Les Verts, François Hollande cède aux exigences politiques des antinucléaires les plus radicaux et annonce qu'élu, il fermera la centrale de Fessenheim et réduira la part du nucléaire dans le mix électrique. À la manœuvre de cet engagement désastreux, Ségolène Royal, Élisabeth Borne et François Brottes, alors député de l'Isère, futur président de RTE. La loi de 2015, fondée sur la volonté politique de sortie à terme du nucléaire et sur une sous-évaluation militante des besoins, prévoit de réduire en 2025 de 70 à 50 % la part du nucléaire dans le mix en fermant 14 réacteurs. Son étude d'impact est indigente. La puissance installée nucléaire est plafonnée à 63,2 gigawatts sans aucune raison autre que politique.

En 2017, Emmanuel Macron, malgré des alertes lancées par des scientifiques, reprend le programme énergétique de François Hollande en s'appuyant sur des personnalités socialistes ou vertes qui l'ont rallié et qui en seront toutes récompensées: Pascal Canfin, Arnaud Leroy, Élisabeth Borne, Xavier Piechaczyk. En 2019, il décide d'arrêter le programme Astrid, réacteurs à neutrons rapides de quatrième génération, mettant un terme à un demi-siècle de travaux sur la fermeture du cycle de l'uranium, pilier de la filière. Cette décision a été prise sans consulter le Parlement et fut qualifiée de « *très dommageable* » par un rapport de l'OPECST (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques). En 2020 enfin, ce sont les deux réacteurs de Fessenheim qui sont fermés, sans même attendre le couplage de l'EPR de Flamanville. La France perd 1,8 gigawatt

Tous droits de reproduction réservés

VALEURS

PAYS :France
PAGE(S) :79-83
SURFACE :343 %
PERIODICITE :Hebdomadaire

DIFFUSION :94849
JOURNALISTE :Bernard Accoyer

► 14 avril 2022 - N°4455

MILOS MULLER/GETTY IMAGES/ISTOCKPHOTO

Panneaux photovoltaïques. Fabriqués en Chine, dopés aux subventions publiques, intermittents et d'une durée de vie très limitée : une hérésie énergétique, écologique et financière.

de puissance pilotable alors que l'Autorité de sûreté (ASN) avait confirmé la sûreté de l'installation, qui aurait pu produire encore pendant dix ou vingt ans. Coût estimé de cette décision : 10 milliards d'euros, et beaucoup plus avec la hausse du prix de l'électricité.

Et puis, tout à coup, à quelques mois de la présidentielle et alors que le sujet nucléaire (et des énergies au sens large) monte dans l'opinion, Emmanuel Macron annonce un changement de cap dans un discours au Creusot, en décembre, changement de cap qu'il confirmera à Belfort, quelques mois plus tard. Alors que la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) de 2020 prévoit la fermeture de 12 réacteurs en plus des deux de Fessenheim, il annonce renoncer à toute fermeture de réacteur dont la sûreté a été validée et lance la construction de nouveaux réacteurs ! Bien sûr, prétextant les longs délais de construction des EPR pour lesquels tant d'années ont été perdues, il appelle aussi (et surtout) à un programme massif de construction d'EnRI, réclamant même de "lever des barrières", comme s'il en subsistait encore dans le domaine, comme si le droit des tiers à s'opposer aux parcs éoliens n'avait pas été considérablement réduit (et en particulier sous son quinquennat). Passons !

Ce changement de cap à la sincérité indiscernable ne change rien. Le lobby des EnRI est toujours à la manœuvre, quoique les 200 milliards d'euros engagés pour leur développement n'aient pas réduit nos émissions de CO_2 et que la poursuite de leur développement exigerait, pour pallier leur intermittence, la construction de centrales à gaz au moment où celui-ci devient inabordable et finance l'effort de guerre russe.

Le moment est trop grave pour oublier que, devant le choc pétrolier de 1973, la France a su réagir et que, aujourd'hui, devant un choc gazier beaucoup grave, nous ne pouvons plus ni nous tromper ni tergiverser. Un choix clair et immédiat doit être opéré entre idéologie et science. Il faut prolonger autant que l'ASN l'autorisera l'exploitation des réacteurs en fonction. Il faut relancer sans délai la filière nucléaire en engageant la construction des trois premières paires d'EPR2, attendues par EDF, en préparant une montée en cadence pour passer progressivement de un à deux réacteurs par an de façon à disposer de l'équivalent d'un parc de 50 à 60 EPR2 dans les années 2050-2060. Il faut enfin réduire des délais administratifs excessifs, hors sûreté. Telles sont les priorités, tout en relançant la R&D sur la quatrième génération et en concrétisant le programme d'enfouissement des déchets Cigéo. Les EnRI ne peuvent plus mobiliser des investissements colossaux en bénéficiant de subventions publiques tout en déstabilisant un marché de l'électricité qui ne peut plus dépendre du cours incontrôlable du gaz.

LES FONDEMENTS DE L'EUROPE SONT DES FONDEMENTS NUCLÉAIRES, IL EST TEMPS DE LE RAPPELER À NOS PARTENAIRES.

Les fondements de l'Europe sont des fondements nucléaires, il est temps de le rappeler à nos partenaires, qui, pour certains, en particulier l'Allemagne, ont cédé imprudemment à l'idéologie et se sont mis sous la dépendance du gaz. Une situation devenue aujourd'hui dramatique. L'enjeu est simple : sans relance du nucléaire, il n'y aura pas de réindustrialisation. Donc pas d'avenir. ●

** Bernard Accoyer est un homme politique, ancien président de l'Assemblée nationale et président de l'ONG PNC-France. Dernier ouvrage paru, avec Chantal Didier : "Une affaire d'État, la tentative du sabordage du nucléaire français", Hugo Doc.*

Tous droits de reproduction réservés